

DEPARTEMENT DES LANDES



FONDS SOCIAL EUROPEEN

Subvention globale 2018-2020

Axe 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion

Objectif 1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale

2018 APPEL A PROJETS EXTERNES

Dispositif n°1 « Accompagner vers l'emploi les personnes les plus en difficulté et faciliter la levée des freins au cours de leur parcours »

Date de lancement de l'appel à projets

11 Juillet 2018

Date limite de dépôt des candidatures

1^{er} octobre 2018 23h59

La demande de financement FSE doit obligatoirement être saisie sur le site National

Ma démarche FSE : <https://ma-demarche-fse.fr>

Cadre de référence :

Un des objectifs de la stratégie Europe 2020 est de faire baisser la pauvreté et de sortir au moins « 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion d'ici à 2020 ». L'objectif pour la France est de passer de 11,6 millions à 9,6 millions de personnes exposées au risque de pauvreté.

La Commission européenne préconise un processus de mise en œuvre intégrée d'inclusion active, à la fois aux niveaux des politiques locales, régionales, nationales et de l'UE et autour de trois axes : revenu minimum, mesures actives du marché du travail et services sociaux.

En France la déclinaison a été faite dans le Plan National pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion 2014-2020 qui identifie entre autre les objectifs suivants :

- *Veiller en particulier à une organisation efficace avec les différents acteurs qui contribuent au retour à l'emploi ; revoir les modalités d'orientation des bénéficiaires du RSA pour rompre avec la logique binaire prévoyant une orientation, soit vers un accompagnement social, soit vers un accompagnement professionnel.*
- *Faciliter l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap,*
- *Faciliter l'accès à l'emploi ou la création d'activités en aménageant les parcours, jusqu'à la stabilisation dans un emploi durable.*

Le Département des Landes :

Dans le pacte territorial d'insertion trois axes clefs ont été définis pour mettre en œuvre une **stratégie d'inclusion active** :

- ✓ **Accompagner les publics en situation de fragilité(s) et/ou éloignés de l'emploi**
- ✓ **Soutenir et développer l'offre d'insertion**
- ✓ **Co-construire une gouvernance renouvelée, dans le respect des engagements pris dans le cadre de la démarche AGILLE.**

Pour la période de programmation 2018-2020, le Département des Landes est gestionnaire d'une partie de ces crédits du Fonds Social Européen (FSE). Une subvention globale FSE d'un montant de 1 758 900 € lui est attribuée dans le cadre du programme opérationnel national FSE pour l'emploi et l'inclusion. Les financements FSE viendront appuyer la politique départementale d'insertion et soutenir des actions menées sur le territoire dans le cadre du pacte territorial d'insertion. Ils permettront de renforcer les actions d'insertion à destination des publics les plus en difficulté. Ces actions s'adresseront notamment aux publics cumulant des freins professionnels à l'emploi avec des difficultés sociales les exposant plus fortement à des risques de précarité : *bénéficiaires des minima sociaux, parents isolés, personnes porteuses de handicap, population marginalisée, jeunes précaires, seniors...*

Le Département a décliné 6 dispositifs pour la subvention globale FSE 2018-2020 :

- Dispositif n°1 : Accompagner vers l'emploi les personnes les plus en difficulté et faciliter la levée des freins au cours de leur parcours,
- Dispositif n°2 : Mobiliser les employeurs et des entreprises landaises dans les parcours d'insertion,
- Dispositif n°3 : Renforcer le recours aux clauses sociales et le soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique,
- Dispositif n° 4 : Coordonner la politique départementale d'insertion,
- Dispositif n°5 : Soutenir les projets sociaux et environnementaux innovants,
- Dispositif n°6 : Assistance technique SG FSE 2018-2020.

Le présent appel à projet porte sur le **dispositif 1 « Accompagner vers l'emploi les personnes les plus en difficulté et faciliter la levée des freins au cours de leur parcours »** volet externe.

Dans le cadre de ce dispositif, le Département, avec le soutien du FSE, vise à accompagner vers l'emploi les personnes les plus en difficultés en leur proposant 1) des parcours adaptés et en initiant 2) des actions favorisant la levée des freins périphériques à l'emploi.

1. **Les accompagnements** comporteront un diagnostic individuel, l'évaluation globale de la situation et l'accompagnement vers l'employabilité des personnes en situation de fragilité.

Pour les personnes présentant des difficultés cumulées ou des situations spécifiques générant un risque d'exclusion des parcours d'insertion et d'éloignement durable de l'emploi, le Département souhaite proposer **divers accompagnement adaptés à la situation de chacun et aux publics prioritaires du P.T.I.**

Ces publics ont besoin d'être bien orientées **vers des parcours d'insertion vers l'emploi, vers la formation ou en emploi adapté à leur situation pour ce faire des accompagnements adaptés sont nécessaires.** L'accompagnement des personnes les plus en difficultés doit être fait par des **référénts, facilitateurs de parcours capables de leur donner accès aux ressources sociales, de formation ou professionnelles adaptées.**

Au sein de ce dispositif, les diverses actions envisagées visent à proposer aux personnes confrontées à des difficultés particulières **des parcours vers l'emploi adaptés** à chacun **combinant une approche globale de leur situation** (*diagnostic de la situation, freins, compétences...*) **et un accompagnement renforcé vers l'employabilité.**

Le Département souhaite aussi poursuivre dans ce dispositif les actions visant à soutenir **l'insertion et l'accompagnement global des bénéficiaires du RSA** travailleurs indépendants ou ayant un projet de travailleurs indépendants et poursuivre son soutien aux ateliers chantiers d'insertion ayant une recyclerie.

Des actions spécifiques pourront être proposées pour cibler des accompagnements adaptés afin de répondre à la précarité grandissante **des publics seniors demandeurs d'emplois, des personnes demandeurs d'emplois en situation de handicaps.**

2. **La levée des freins numériques ou liés à la mobilité** dans les parcours vers l'emploi.

En compléments des accompagnements, le Département souhaite poursuivre **des actions spécifiques visant à la levée des freins périphériques à l'emploi.** Il s'agira notamment de lutter contre les freins liés **aux problèmes de mobilité** en soutenant des actions complémentaires à celles déjà initiées dans le sud du département et en favorisant l'émergence de réponses adaptées dans le nord et l'est du département.

Enfin, pour limiter les **risques de fracture sociale lié au développement du numérique et aux procédures dématérialisées,** le Département souhaite soutenir des actions permettant d'accompagner les publics en difficultés et prioritaires, notamment issus des quartiers prioritaires de la ville, dans **l'accès à leur droit et vers une meilleure maîtrise des outils numériques participant à l'insertion professionnelle.**

Types d'opérations prévues :

Le dispositif vise la mise en place d'accompagnements vers l'emploi pour les personnes les plus en difficultés.

Les objectifs sont de:

I. Développer des accompagnements renforcés, adaptés aux publics prioritaires ciblés.

Les projets présentés pourront concerner différentes étapes de parcours (**diagnostic, orientation, accompagnement vers et dans l'emploi ou vers un accompagnement classique de droit commun plus proche de l'employabilité**). Pour chaque projet, les actions devront être définies en fonction des interventions menées avec les publics et différenciées, si nécessaire, afin d'avoir un suivi pertinent et des effets mesurables.

Afin de répondre aux problématiques des publics ciblés ou des freins à lever prioritairement, différents types d'opérations sont identifiées.

- **Diagnostic, évaluation et accompagnement des personnes en situation de fragilité pour mieux les orienter vers un parcours vers l'emploi adapté ou pour consolider celui-ci :**

Au vu des différentes problématiques rencontrées par les publics, l'accompagnement proposé doit être adapté aux situations individuelles pour favoriser une sortie positive soit vers l'emploi ou la formation soit favoriser un passage vers un autre parcours permettant un meilleur accès à l'employabilité.

Les actions devront veiller à mieux :

- prendre en compte les situations de « sur-fragilité » des publics identifiés dans le diagnostic (séniors, demandeurs d'emploi longue ou très longue durée, bénéficiaires de minima sociaux, publics en situation de handicaps ou de fragilités, jeunes ou femmes peu qualifiés ou en situation de précarité, et plus généralement tous les publics identifiés dans le PTI),
- lutter contre la sur-représentativité des femmes demandeurs d'emploi et de favoriser l'inclusion des publics en situation de précarité issues des Quartiers Politique de la Ville lorsque ces publics et territoires peuvent être ciblés.

- **Proposer un accompagnement des bénéficiaires du RSA Travailleurs Indépendants**

Pour les personnes bénéficiaires de minima sociaux, la création ou la reprise d'entreprise peut constituer une solution d'emploi. Toutefois, elles sont souvent en incapacité d'intégrer les dispositifs classiques de création ou de soutien aux entreprises pour diverses raisons : faibles maîtrise des compétences de bases, projets immatures....

Certains travailleurs indépendants ou autoentrepreneurs sont des bénéficiaires du RSA et ont besoin d'un accompagnement spécifique car leur activité ne leur permet pas de sortir de la pauvreté et d'avoir un emploi stable et durable.

Dans un premier temps, il est nécessaire d'évaluer la viabilité de leur projet de création, de reprise d'entreprise ou de consolidation d'activité pour ne pas qu'ils s'engagent dans un parcours voué à l'échec.

Dans un second temps, l'objectif est de leur permettre de sortir de la précarité en leur apportant des compétences et des conseils adaptés pour le développement de leur activité.

Il s'agira de leur proposer un accompagnement spécialisé par un référent unique compétent qui les appuiera dans la création ou le développement de leur activité et sera capable de les orienter vers les travailleurs sociaux ou des solutions adaptées à la levée de leurs freins périphériques et sociaux.

- **Consolider les accompagnements de parcours d'insertion vers l'emploi durable des publics prioritaires du PTI salariés au sein des ACI recycleries.**

Le Département des Landes s'est engagé depuis de nombreuses années dans une politique active de réduction et de valorisation des déchets notamment dans le cadre d'une action spécifiquement dédiée au réemploi et à l'économie circulaire. En parallèle, et notamment dans le cadre de son PTI, il s'est engagé dans une politique volontariste visant à mettre en œuvre les accompagnements vers l'emploi les plus adaptés et variés possibles à destination des publics en difficultés en s'appuyant sur les richesses de ses territoires et en favorisant les actions partenariales concertées.

Après avoir soutenu le développement des ateliers chantiers d'insertion ayant des activités de recycleries, en particulier grâce au soutien des fonds européens dans le cadre de la subvention globale 2015-2017, il souhaite conforter l'accès à l'accompagnement des publics les plus en difficultés vers des parcours d'insertion en lien avec l'économie circulaire et le développement durable pourvoyeuse des emplois de demain et génératrice de compétences dédiées au réemploi ou à la valorisation des déchets.

A cette fin, et dans le cadre de la subvention globale 2018-2020 il est proposé de consolider l'accompagnement des publics en difficultés dans le cadre des activités des Ateliers chantiers d'insertion créant, développant ou consolidant une recyclerie. Le FSE ne pourra intervenir que **sur les dépenses directes d'accompagnement**, en compléments des cofinancements existants et après déduction de ceux obtenus, soit en périmètre global ou restreint suivant l'évolution réglementaire.

II. Faciliter la levée des freins au cours de leurs parcours d'insertion vers l'emploi

Les parcours d'insertion des personnes les plus éloignées de l'emploi ne peuvent être abordés uniquement par le prisme de la formation ou de l'orientation professionnelle. La connaissance et la levée des freins sociaux et périphériques sont indispensables.

L'étude des données socioprofessionnelles sur les Contrats d'Engagements Réciproques montre que de nombreux freins peuvent compromettre l'engagement dans un parcours d'emploi : logement, santé (maladies longues durées, addictologie, reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé), acquisitions des savoirs de bases...

C'est pour cette raison, et afin de favoriser l'insertion, que le Département a souhaité pouvoir intégrer des actions complémentaires à la levée des freins des personnes éloignées de l'emploi en lien avec d'autres partenaires dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion.

Des actions concrètes et des solutions doivent être proposées. L'objectif est de faciliter l'accès ou le retour à l'emploi pour les personnes rencontrant des freins liés à la mobilité ou au numérique.

- **Levée des freins périphériques à l'emploi liés à la mobilité**

Parmi les freins à l'emploi : la mobilité est très problématique dans le département : 50% des bénéficiaires du RSA et des jeunes ne se déclarent mobiles qu'à une échelle communale et beaucoup rencontrent des problèmes pour acquérir ou entretenir un véhicule. Par ailleurs, tous les territoires ne sont pas desservis par un mode de transport collectif permettant d'aller du domicile à un lieu d'emploi ou de formation.

Pour cela, le Département souhaite **soutenir les démarches engagées sur l'accompagnement à la mobilité ou la proposition de solutions individuelles à la levée des freins mobilité mais également aider à l'émergence d'actions complémentaires sur l'ensemble du territoire ou de solutions visant à réduire les freins à la mobilité sur certains secteurs déficitaires du département.**

- **Levée des freins périphériques liés au développement du numérique et des procédures dématérialisées.**

Le FSE pourra intervenir sur des opérations visant la levée des freins périphériques à l'emploi en cohérence avec les objectifs du Pacte Territorial d'Insertion notamment en soutenant :

- Le développement de l'utilisation des outils numériques pour l'accès aux droits et pour les démarches d'insertion et de recherche d'emploi en lien avec le plan départementalisé d'accès au numérique,
- La coordination des informations de parcours et leur suivi numérique,
- Des actions spécifiques d'accompagnement des personnes en situation d'illettrisme ou d'illectronisme.

Les modalités de réponse et de sélection

Structures bénéficiaires :

Peuvent répondre les Collectivités, Associations, petites et moyennes entreprises.

Sont exclus les opérateurs du service public de l'emploi ou les structures qui n'interviennent pas pour les publics cibles identifiés ou déjà financées pour les mêmes actions sur un autre dispositif du programme régional ou national FSE ou un autre fonds structurel européen.

Groupes cibles visés :

Ce dispositif vise **les publics cibles** de l'axe 3 du PON et plus particulièrement **les inactifs** et les publics prioritaires : bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes en difficulté d'insertion, parents isolés, seniors, personnes souffrant de handicap.

Toutes les personnes en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable : par exemple, compétences et savoirs de base peu ou mal maîtrisés, très faible niveau de formation / qualification, personnes confrontées à des problèmes de logement, de santé, de mobilité, de garde d'enfants, personnes en situation de handicap...

Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

Aire(s) géographique(s) concernée(s) :

Département des Landes et bassins d'emploi de proximité.

Le dispositif concerne des actions mises en œuvre **dans le Département des Landes et essentiellement destinées à des participants landais ou issus des bassins d'emploi de proximité**. Accessoirement des déplacements hors département, nécessaires pour la mise en œuvre des opérations locales, pourront être retenus s'ils sont justifiés et éligibles.

Critères de sélection

Les critères feront l'objet d'une pondération et une note minimale sera exigée pour que les projets soient sélectionnés. Le résultat obtenu permettra de prioriser les projets en cas d'atteinte des plafonds financiers :

- Compatibilité et cohérence du projet avec le Programme départemental d'insertion et de lutte contre la précarité ou le Pacte territorial d'insertion et respect des critères définis pour l'action,
- Pertinence du projet au regard de la problématique, du public cible et du territoire d'intervention,
- Expériences réussies en matière d'accompagnement vers l'emploi des publics cibles,
- Qualité de l'accompagnement des personnes en insertion et couverture territoriale,
 - Moyens humains, compétences des personnels et capacités d'accueil sur le territoire,
 - expérience significative et réussie en matière d'insertion des publics en difficulté,
 - outils de gestion et matériels utilisés,
 - Capacité à proposer un accompagnement intégré répondant aux besoins du ou des publics cibles,
- Connaissance et capacité à activer les acteurs et ressources locales en matière d'insertion sociale et professionnelle,
- Capacité à être référent unique ou à travailler avec le référent unique de parcours,
- Qualité des suivis et résultats en terme de sorties positive de parcours d'insertion,
- Caractère innovant du projet : organisation, procédés, accompagnement de parcours etc.;

Critères complémentaires pour la mobilité :

- Qualité de l'offre de mobilité : moyens humains et matériels suffisants, compétences des encadrants, accessibilité et adaptation aux contraintes des personnes cibles,
- Pertinence de la démarche au regard de la problématique et du territoire d'intervention.
- Les projets devront proposer des solutions innovantes de mobilité ou mobilité durable, caractère innovant : organisation, procédés etc. et des solutions adaptées aux publics ciblés et aux territoires.
- Répartition territoriale des offres en priorisant les zones de déficit,
- Adaptation des conditions d'accueil à l'offre,
- Expérience et compétences en matière de gestion de projet de mobilité.
- Capacité à mettre en place des accompagnements spécifiques destinés à offrir une solution de mobilité suffisante pour que la personne puisse suivre son parcours d'insertion ou se rendre sur son lieu de stage, de formation ou d'emploi.

Une grille de sélection sera validée par la commission de sélection FSE.

En raison des objectifs de performance **des critères quantitatifs de priorisation** sont intégrés :

- En fonction du nombre de participants accompagnés issus des publics prioritaires du PTI et notamment les inactifs¹,
- Priorisation des projets en fonction du nombre total de personnes accompagnées
Un accompagnement minimum de 10 personnes/an est exigé.
- Coût du projet par rapport aux objectifs du PTI,

¹ Inactif : personne n'étant ni en emploi ni en recherche active d'emploi, ou indisponible pour travailler immédiatement (Ex : jeunes n'ayant jamais travaillé, étudiants, stagiaires non rémunérés, personnes en incapacité de travailler, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant...), retraités, hommes et femmes au foyer, congé parental, CLCA). Les étudiants à temps plein doivent être comptabilisés comme inactifs, même quand ils sont inscrits auprès du service public de l'emploi (DG EMP, Guidance document. Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy - ESF)

Les critères de sélection feront l'objet d'une pondération et une note minimale sera exigée pour que les projets soient sélectionnés.

Le résultat obtenu entre les différentes critères (de sélection et quantitatifs) permettra de prioriser les projets entre eux pour la sélection et de répartir les crédits FSE disponibles.

Projets non éligibles au regard de l'appel à projet :

Ne seront pas éligibles les projets :

- ne respectant pas les obligations européennes, du programme national FSE et de l'appel à projet,
- non cohérents avec le programme départemental d'insertion et de lutte contre la précarité PDILP ou le pacte territorial d'insertion 2016-2020,
- financés pour les mêmes actions par d'autres fonds européens (interdiction de cumul entre plusieurs fonds européens pour une même action).

Modalités de sélection :

Tous les projets doivent obligatoirement être déposés dans Ma démarche FSE (obligation nationale).

Ils feront l'objet d'un premier examen de recevabilité :

- S'ils sont incomplets, des pièces complémentaires pourront être demandées,
- Si le projet est irrecevable, une notification précisant les motifs de rejet sera transmise au demandeur,
- Si le projet est recevable, une attestation de recevabilité sera transmise au demandeur et le projet fera l'objet d'une instruction par le service instructeur compétent.

Les projets recevables et les rapports d'instruction seront présentés à la Commission départementale de sélection FSE qui procédera à un examen au regard des critères établis. Elle émettra un avis sur chacun des dossiers présentés.

La DIRECCTE sera également sollicitée pour avis sur les dossiers présentés.

Les résultats de la sélection seront communiqués à la Commission permanente du Conseil départemental qui décidera de l'octroi ou non de la subvention FSE. Elle est l'instance de programmation désignée pour l'attribution des crédits FSE de la subvention globale 2018-2020. Les décisions prises seront transmises aux bénéficiaires.

Durée du conventionnement :

Les opérations pourront être conventionnées pour une période *maximale de 36 mois*, il faut souligner que la réalisation des actions devra se terminer au plus tard le **31.12.2021**. Les paiements des dépenses et factures par les bénéficiaires devront être effectués au plus tard dans les six mois maximum après la date de fin de réalisation.

Cofinancement du FSE :

Le FSE interviendra en complément d'un ou plusieurs cofinanceurs publics et/ou privés (externes ou autofinancement) pour lesquels les engagements financiers devront être obtenus. **Son taux maximum** d'intervention s'élève à hauteur à 50 %.

Un préfinancement FSE pourra être décidé et versé sous forme d'un ou plusieurs acomptes, sous réserve de disponibilité des crédits. Les modalités de versement seront définies dans le cadre de la convention qui interviendra entre le porteur de projet et le Département des Landes après approbation du projet par la Commission permanente du Conseil départemental.

Si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires sur cet appel à projet, vous pouvez prendre contact avec les services en charge de ce dossier :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Le Coordonnateur FSE de la Direction de la Solidarité : Julien PARIS julien.paris@landes.fr poste 8520• La Chargée de Mission Europe/ FSE de la Direction du Développement Territorial : Stéphanie BOISSEL stephanie.boissel@landes.fr poste 8056 Téléphone : 05 58 05 40 40 (standard) |
|---|

Afin de faciliter le dépôt de candidatures, nous proposons des séances de conseil et de présentation du système d'information dématérialisé Ma démarche FSE :

- *Le jeudi 30 août 2018 à l'Hôtel du Département 23 rue Victor Hugo à MONT DE MARSAN - salle de commission 1, à 9 heures 30.*
- *Le mardi 11 septembre 2018 à l'Hôtel du Département 23 rue Victor Hugo à MONT DE MARSAN - salle de commission 1, à 9 heures 30.*
- *Le mercredi 5 septembre 2018 à l'antenne du Département, 242 Boulevard Saint Vincent de Paul à SAINT PAUL LES DAX à 14h.*

En cas de problème relatif à l'utilisation de Ma démarche FSE vous disposez sur le site d'une rubrique aide dans laquelle vous trouverez **des manuels, guides et des vidéos de présentation.**

Des informations sont également disponibles sur le site <http://fse.gouv.fr>

Annexes :

Les porteurs de projets sont informés de la réglementation applicable, des obligations liées au FSE et des modalités de sélection des opérations décrites dans le présent appel à projet et ses annexes. Ils devront notamment :

- Informer le gestionnaire en cas d'abandon de l'opération,
- Ne pas modifier l'objet, la période de réalisation ou le plan de financement de la convention sans l'accord formel du service gestionnaire et un réexamen de l'instance de programmation au risque de ne pas percevoir tout ou partie de l'aide FSE,
- Respecter le droit européen applicable, notamment les règles de concurrence et la réglementation sur les aides d'Etat,
- Informer les participants, le personnel affecté à l'opération, les financeurs nationaux et les structures associées à la réalisation de l'opération de la participation du FSE au financement du projet en respectant les modalités précisées ci-après,
- Mettre en place un suivi comptable séparé des dépenses et ressources liées à l'opération, afin d'être en capacité d'isoler de votre comptabilité générale, les produits et charges liées à l'opération,
- Remettre au service gestionnaire un ou plusieurs bilans d'exécution dans les délais qui seront prévus dans la convention et accompagnés de l'ensemble des pièces justificatives requises,
- Présenter pour les demandes de versement FSE des dépenses éligibles et encourues, c'est-à-dire acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces probantes. Les dépenses déclarées devront être liées et nécessaires à l'opération cofinancées,
- Conserver les pièces justificatives durant toute la période prévue par convention,
- Communiquer, en cas de cessation d'activité, tous les éléments justificatifs des dépenses déjà déclarées.

En sollicitant le concours du FSE le porteur de projet accepte de se soumettre à tout contrôle administratif, technique ou financier, sur pièces et / ou sur place y compris au sein de sa comptabilité et s'engage à présenter aux agents de contrôle toute pièce justifiant les dépenses ou les ressources déclarées.

Ces dispositions sont précisées lors du dépôt de candidature sur ma démarche FSE et seront intégrées dans les conventions qui interviendront pour les projets programmés entre les porteurs de projets et le Département des Landes.

Textes de référence :

- Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP, portant dispositions générales applicables au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion et au FEAMP, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil.
- Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil.
- Programme Opérationnel National (PON) FSE "Emploi et Inclusion" 2014-2020.
- Décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- Arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016, pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,

Principes directeurs régissant la sélection des opérations du PON FSE axe 3

Les principes directeurs communs à l'ensemble des priorités d'investissements pour le choix des opérations seront :

- la simplicité de mise en œuvre ;
- la valeur ajoutée apportée par le FSE au regard des dispositifs relevant du droit commun ;
- la prise en compte des priorités transversales : égalité entre les femmes et les hommes, égalité des chances, lutte contre les discriminations et vieillissement actif.

Les opérations innovantes seront privilégiées. Elles contribuent à moderniser et adapter les prestations et les services à la diversité des attentes et des besoins des publics concernés. En revanche, les opérations qui ne visent que l'information et la sensibilisation des publics concernés seront évitées.

Les expérimentations devront être conduites à la bonne échelle et mises en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une généralisation.

Les services qui instruisent les demandes de concours, les Comités de programmation qui émettent un avis sur la programmation de l'aide, l'autorité de gestion, les autorités de gestion déléguées et les organismes intermédiaires qui sélectionnent les opérations cofinancées, s'attachent à vérifier que le porteur de projet est à même de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables.

En amont de la programmation de l'aide, le service instructeur et l'autorité de gestion s'interrogent sur l'opportunité d'une aide financière d'un faible montant, après une analyse en termes de coûts/avantages. Il est en effet inadapté d'imposer à un organisme bénéficiaire des charges significatives de gestion du dossier et de suivi de l'opération lorsque celle-ci est de très petite dimension.

Par ailleurs, les opérations soutenues seront appréciées au regard de :

- leur contribution aux différents objectifs spécifiques définis ;
- leur capacité à apporter des réponses aux problématiques additionnelles et aux besoins spécifiques des publics visés ;
- leur prise en compte des priorités suivantes :
 - l'association d'expertises pluridisciplinaires pour la construction et la mise en œuvre des parcours ;
 - la sécurisation des étapes du parcours ;
 - la participation des personnes bénéficiaires à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des parcours, notamment dans le cadre d'expérimentations ;
 - le caractère innovant des réponses apportées.

Les opérations soutenues doivent être en cohérence ou en complémentarité avec les objectifs et les priorités d'intervention fixés dans le pacte territorial d'insertion 2016-2020 (PTI).

Règles communes d'éligibilité des dépenses :

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont **liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées par l'organisme** (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être **justifiées par des pièces probantes** ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion (article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes) ;
- Elles sont **engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide** conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;
- Elles sont subordonnées au **respect des règles d'éligibilité fixées par le règlement général**, le règlement FSE et du PON FSE.

Lors de l'instruction, le respect des politiques communautaires et des règles européennes et nationales est vérifié, en particulier celles relatives à l'éligibilité des dépenses aux Fonds structurels, à la concurrence et aux marchés publics. Ces points seront contrôlés lors des visites sur place et des contrôles de service faits.

La période d'éligibilité est précisée ci-avant pour chaque dispositif.

Des mesures de simplification sont introduites dans le cadre de la programmation FSE 2014-2020, dont les taux forfaitaires.

Conformément à l'article 14.2 du règlement FSE, l'autorité de gestion peut recourir à un taux forfaitaire allant jusqu'à 40 % des dépenses directes de personnel éligibles afin de couvrir les autres dépenses de l'opération.

Les subventions et les aides remboursables pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 euros prennent obligatoirement la forme de barèmes standards de coûts unitaires et de montants forfaitaires, ou de taux forfaitaires à l'exception des opérations bénéficiant d'un soutien dans le cadre d'un régime d'aides d'État. Le soutien public s'entend comme la somme des financements publics européens et nationaux (qu'ils soient nationaux, régionaux ou locaux).

Conformément à l'article 14.3 du règlement FSE, l'autorité de gestion peut également recourir à la détermination au cas par cas de taux forfaitaire, de barème standard de coûts unitaires, ou de montant forfaitaire pour les opérations FSE :

Taux forfaitaires disponibles dans MDFSE :

- pour calculer les coûts indirects :
 - 15% des dépenses directes de personnel
 - 20% des dépenses directes (hors prestations de service)

pour calculer l'ensemble des coûts restants d'un projet:

- 40% des dépenses directes de personnel

Les salaires et indemnités des salariés qui sont considérés comme des participants au regard de la nature de l'opération cofinancée ne peuvent être inclus dans les dépenses directes de personnel servant d'assiette aux taux forfaitaires mentionnés aux articles 67 et 68 du règlement cadre et à l'article 14 du règlement n°1304/2013 relatif au FSE.

Obligations de publicité et d'information :

La transparence quant à l'intervention des fonds européens, la mise en valeur du rôle de l'Europe en France et la promotion du concours de l'Union européenne figurent parmi les priorités de la Commission européenne.

Ainsi, tout bénéficiaire de crédits du Fonds social européen du programme opérationnel national doit respecter les règles de publicité et d'information qui constituent une obligation réglementaire, quel que soit le montant de l'aide FSE attribuée. Ils s'assurent notamment que les participants à l'opération ont été explicitement informés du soutien du FSE.

Lors de toute communication ou publication, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Fonds social européen fixée par la réglementation européenne et par les dispositions nationales et qui seront formalisées dans la convention.

La demande de subvention doit impérativement comporter un descriptif des modalités prévisionnelles, du respect des obligations de publicité de l'intervention du FSE.

Tout document relatif à la mise en œuvre d'une opération, y compris toute attestation de participation ou autre, concernant une opération de ce type comprend, lorsqu'il est destiné au public ou aux participants, une mention indiquant que l'opération a bénéficié du FSE.

Toute communication ou publication du bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le service gestionnaire n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

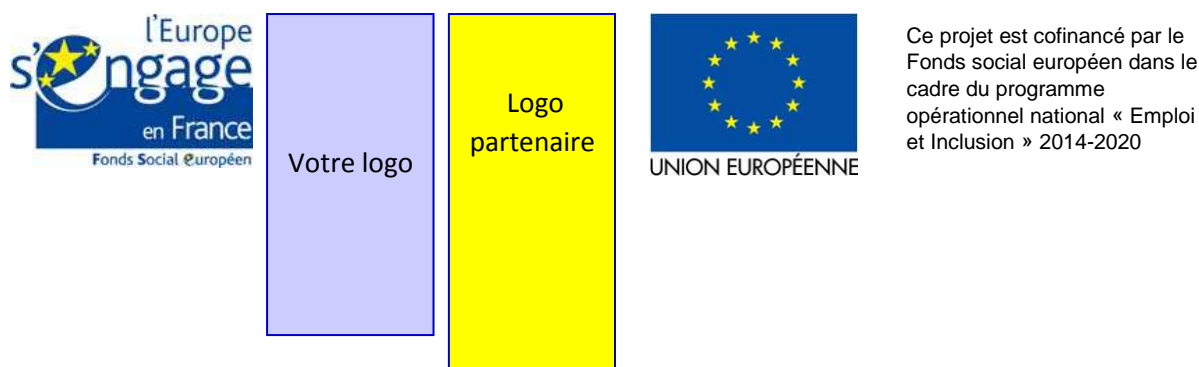
Le bénéficiaire autorise le service gestionnaire à publier les informations suivantes :

- Les nom et adresse du bénéficiaire ;

- L'objet et le contenu de l'opération cofinancée par le FSE ;
- Le montant FSE octroyé et le taux de cofinancement FSE.

Le respect de ces règles sera vérifié par le service gestionnaire tout au long de la mise en œuvre du projet. Le défaut de publicité constitue un motif de non remboursement de tout ou partie des dépenses afférentes au projet cofinancé.

Pour le Programme opérationnel national « Emploi et Inclusion », voici les recommandations de la DGEFP pour « signer » vos documents en bas de page, en bandeau « 4ème de couverture » de vos brochures, vos pages internet ou sites dédiés au projet, etc. :



Les outils de communication détaillés sont disponibles sur le site [FSE.gouv.fr](http://www.fse.gouv.fr)
<http://www.fse.gouv.fr/candidater-et-gerer/beneficiaires/mes-obligations-specifiques-fse/les-obligations-dinformation-et-de-publicite>

Obligation de collecte des données et de suivi des participants :



Pour la période 2014-2020, des données fiables et robustes devront être disponibles en continu. Elles doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Ainsi, les modalités de saisie des données de base relatives aux entrées et sorties des participants évoluent considérablement. Les porteurs de projet, bénéficiaire du FSE, sont responsables de la saisie. Ils doivent obligatoirement renseigner les données relatives à chaque participant, et non plus de manière agrégée.

Le suivi des participants est désormais partie intégrante de la vie du dossier, de la demande de subvention au contrôle de service fait. Faute de renseignement, les participants ne pourront être considérés comme tels, empêchant ainsi le remboursement de l'aide par la Commission européenne.

Un module de suivi spécifique du portail "Ma Démarche FSE" permet de saisir au fil de l'eau les informations relatives à chaque participant.

Le guide de suivi des participants, le questionnaire de recueil des données ainsi que le tableau excel d'import pour le PON FSE sont accessibles dans le dossier de demande de subvention depuis le portail «Ma

Démarche FSE » rubrique aide   .

Le porteur de projet s'engage dès la recevabilité de son dossier à saisir les données relatives aux participants sur Ma démarche dans les conditions fixées et de manière régulière.

Le respect des procédures d'achat et de mise en concurrence

Au-dessus des seuils de procédures (adaptées ou formalisées) prévues par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le gestionnaire doit s'assurer du respect des règles de mise en concurrence prévues par les textes. Les vérifications portent sur la mise en concurrence, les moyens de publicité, la sélection de l'offre et sa publication.

Pour les marchés d'une valeur inférieure à 25 000 € HT, il convient d'appliquer les modalités de mise en concurrence utilisées par les institutions européennes dans le cadre de la passation des marchés publics européens de faible valeur.

| Montant de l'achat | Modalités de mise en concurrence |
|-----------------------------|--|
| Inférieur ou égal à 1 000 € | Aucune |
| Entre 1000,01 et 15 000 € | Procédure négociée avec une seule offre = 1 devis |
| Entre 15 000,01 et 60 000 € | Procédure négociée avec consultations d'au moins 3 candidats = 3 devis |

Les bénéficiaires qui ne sont pas soumis au Code des marchés publics ou à l'ordonnance n°2015/899 du 23 juillet 2015 appliquent également ces modalités de mise en concurrence pour leurs achats de bien ou service dès lors que les crédits FSE/IEJ sont des fonds publics et doivent à ce titre respecter les principes de bonne et saine gestion financière.

Le respect des règles applicables en matière de collecte, de gestion et de stockage des données sensibles et d'information des participants

Les bénéficiaires du fonds social européens sont tenus de respecter la réglementation en vigueur en matière de collecte, de gestion et d'utilisation des données sensibles notamment le règlement européen n°2016/679 pour la collecte, la gestion et le stockage des données liées aux participants et leur information.

Voir dans la rubrique aide de Ma démarche FSE : le guide « Informatique et Libertés » et la « charte utilisateur de Ma démarche FSE » informations complémentaires « comprendre le [règlement RGPD](#) » – site de la CNIL.

Lutte antifraude et réclamations

ELIOS est la plateforme destinée à recueillir les soupçons de fraude sur les interventions FSE au titre des programmes FSE et FSE/IEJ portés par l'Etat sur la programmation 2014-2020.

EOLYS a pour vocation de recueillir les réclamations relatives au FSE et à l'IEJ pour ces programmes.

Elles sont disponibles depuis le site fse.gouv.fr avec deux liens spécifiques en haut de page :

- « Signaler une fraude potentielle » : <https://www.plateforme-elios.fse.gouv.fr/>
- « Déposer une réclamation » : <https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr/>